

Si Maurice Kamto continue de contester les résultats de la dernière présidentielle camerounaise, sa formation prendra bel et bien part aux élections législatives et municipales.

Cette annonce met fin à plusieurs semaines de tergiversations quant à sa participation aux prochaines échéances électorales rapporte le panafricain Jeune Afrique.

Alors que le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) poursuit son « Plan national de résistance » pour contester les résultats proclamés par le Conseil constitutionnel lors de la dernière présidentielle camerounaise – des responsables de ce parti ont annoncé à Jeune Afrique que leur formation politique prendra bel et bien part aux élections locales prévues au cours de cette année 2019.

La question fait en effet l'objet d'un débat nourri au sein du MRC, qui a récemment initié une campagne intitulée « Non au hold-up électoral », en raison des « dysfonctionnements » observés lors de la dernière présidentielle. « Notre priorité est certes le plan national de résistance, mais nous continuons de fonctionner comme un parti normal. En conséquence, comme c'est le cas dans tous les autres partis, nous préparons sereinement les prochaines échéances électorales », a notamment expliqué Olivier Bibou Nissack, le porte-parole de Maurice Kamto.

« Éviter l'erreur du SDF »

Pour une frange des militants pourtant, la priorité devait demeurer la contestation des résultats de cette élection. « Le régime de Paul Biya a volé notre victoire. Notre combat doit être de la restituer, ou alors nous perdrons en crédibilité », confiait mi-décembre un militant de la région du Littoral. En revanche, de l'avis de plusieurs autres membres du parti, pratiquer la politique de la chaise vide aux prochaines élections scellerait la mort politique du parti.

« Le Social Democratic Front, dont la victoire, comme la nôtre, avait été volée à la présidentielle de 1992, n'a pas pris part à l'élection suivante qui était la présidentielle de 1997. C'était une grossière erreur, que nous ne devons pas commettre de nouveau », a confié à Jeune Afrique un cadre du parti.

Michelle Ndoki et Christian Penda Ekoka se sont rencontrés le week-end dernier à Douala, afin d'échanger sur des stratégies à déployer Sur le terrain, loin des débats des militants, les responsables du MRC s'activent. Selon des sources concordantes, la vice-présidente adjointe

des femmes du MRC, Me Michelle Ndoki, et Christian Penda Ekoka, conseiller de campagne de Maurice Kamto, se sont rencontrés le week-end dernier à Douala, afin d'échanger sur des stratégies à déployer.

Aguerri par une présidentielle à l'issue de laquelle son candidat est arrivé en deuxième position, avec près de 500 000 voix sur l'ensemble du territoire national, le MRC souhaite renforcer son ancrage sur le terrain, et surtout faire mieux que lors de sa première participation aux élections locales, en 2013.

À cette époque, il avait remporté 19 postes de conseillers municipaux, et enregistré un député. Devenir le premier parti d'opposition au RDPC Cet objectif est « réalisable », selon le journaliste politique Francis Ajumane, qui estime que le MRC a su diversifier ses zones d'influence au fil des dernières années.

« Les bastions du MRC à l'issue de la présidentielle étant situés dans la région du littoral, le département du Mfoundi, et des départements de la région de l'Ouest, il est envisageable que ce parti glane des élus dans ces zones-là », explique-t-il. Même s'il demeure difficile pour le MRC de remporter une majorité de sièges au Parlement, ou de postes de maires, face au RDPC au pouvoir, de nouveaux équilibres pourraient émerger après ces élections locales. L'enjeu étant la place de première formation de l'opposition en terme d'élus, qu'occupe actuellement le SDF, qui a enregistré une déconvenue à la présidentielle.

cameroun24.net
